Envoyé en préfecture le 30/04/2026
Reçu en préfecture le 30/04/2026
Publié le
ID : 035-213500168-20260427-2026_027_01_BIS-DE

Commune de Baulon
Délibération du Conseil Municipal
Séance du 27 avril 2026

Le vingt-sept avril deux mille-vingt-six, à 19h00, le Conseil Municipal, légalement convoqué le vingt-deux avril deux-mille-vingt-six, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni sous la présidence de M. VERON Christophe, Maire.

Présents : M. VIRONDEAU Fabien, Mme PIERSON Nelly, M. GAUTIER Baptiste, Mme FERREOL Martine, M. CRAMBERT Jean-Paul, Mme FOUCAULT Anaïs, Mme LAURENT Hélène, M. JACQUEMIN Yannick, Mme GILET Katia, Mme LEMETAYER Laura, M. DARIEL Jérôme, Mme ROCHER Maïlie, M. TOURNEUR François, Mme GEDEON Eszter, M. BERGER David

Absents ayant donné pouvoir : M. HARDY Patrick à M. GAUTIER Baptiste, , M. BLONDEL Pierre-Etienne à M. CRAMBERT Jean-Paul

Absents : Mme PARAGE Rachel, M. VERON Christophe

M. Jean-Paul CRAMBERT est désigné secrétaire de séance.

2026-027-01 - Approbation du Compte Financier Unique 2025 du budget principal

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le CFU 2025 du budget principal de la commune de Baulon ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au maire de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. le maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de « Fabien VIRONDEAU » ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

Envoyé en préfecture le 30/04/2026
Reçu en préfecture le 30/04/2026
Publié le
ID : 035-213500168-20260427-2026_027_01_BIS-DE

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 148 270,75	1 745 512,00	2 893 782,75
	Recettes réalisées (1)	B	1 091 189,54	1 754 598,05	2 845 787,59
	Restes à réaliser	C	231 195,23	0,00	231 195,23
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	1 476 053,25	1 804 983,16	3 281 036,41
	Dépenses réalisées (1)	E	1 128 322,34	1 478 382,19	2 606 704,53
	Restes à réaliser	F	95 761,71	0,00	95 761,71
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-37 132,80	276 215,86	239 083,06
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	327 782,50	59 471,16	387 253,66
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	290 649,70	335 687,02	626 336,72
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	135 433,52	0,00	135 433,52
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	426 083,22	335 687,02	761 770,24

Annexe : Compte Financier Unique 2025 définitif du budget principal

Le Maire s'étant retiré,
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :
Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

- D'approuver le CFU 2025 du budget principal de la commune de Baulon ;

- De donner pouvoir à M. le maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Publiée le : 29 avril 2026
Transmise au Représentant de l'État le : 30 avril 2026
M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État (article R.421-1 du Code de Justice administrative).

Fait et délibéré en séance du 27 avril 2026

Le Maire,
Christophe VERON